

**DANS QUELLE MESURE
COOPERER
AVEC LE BURKINA FASO**

?



association Survie Isère

juin 2007

Cette brochure présente un certain nombre d'informations méconnues sur la situation politique au Burkina Faso, et questionne la pertinence et les limites d'une coopération décentralisée entre Grenoble et Ouagadougou.

SOMMAIRE

Conférence de François-Xavier Verschave	page 3
<i>La Françafrique</i> et le Burkina Faso	page 8
Qui a tué Norbert Zongo ?	page 18

Association Survie Isère

c/o MNEI, place Bir Hakeim, 38000 Grenoble

08 71 23 54 89

<http://www.survie-isere.org>

L'association Survie Isère est une section locale de Survie France

<http://www.survie-france.org>

1

La coopération décentralisée Grenoble / Burkina Faso / Algérie

Voici la retranscription d'une conférence de François-Xavier Verschave lors de sa venue à Grenoble en mai 2005. François-Xavier Verschave, décédé en juin 2005, était le président de l'association Survie et l'auteur d'une dizaine d'ouvrages sur les relations franco-africaines. Il était invité par le Conseil Consultatif des Résidents Étrangers Grenoblois (CCREG) pour s'exprimer sur la politique de coopération décentralisée de la mairie grenobloise avec le Burkina Faso et l'Algérie.

« Bonsoir. Je suis le président d'une association, SURVIE, qui a été créée en 1984. Cette association était, au départ, très consensuelle. Elle voulait simplement que l'aide publique au développement¹ arrive à destination, qu'elle lutte effectivement contre l'extrême pauvreté. Ce n'est toujours pas le cas aujourd'hui. Seuls quelques pourcents de l'aide publique au développement sont utilisés pour lutter contre la misère. La moitié de l'aide est directement détournée. Le reste sert des objectifs qui n'ont rien à voir avec la lutte contre la pauvreté.²

Nous nous sommes battus pendant dix ans. Nous avons convaincu les trois-quarts des députés de l'Assemblée Nationale de faire une proposition de loi commune pour changer les affectations de l'aide publique au développement. Cette proposition de loi n'est jamais arrivée à l'ordre du jour, malgré une mobilisation sans précédent des parlementaires, malgré la mobilisation de tous les footballeurs de France de première et deuxième division. Au fur et à mesure de notre lutte, nous nous sommes rendus compte que l'argent de l'aide est bien trop utile à la "realpolitik" pour servir à lutter contre la pauvreté. Et nous avons découvert que la corruption n'est pas marginale, mais centrale. Nous avons découvert que la criminalité économique est absolument incroyable dans les relations franco-africaines.

¹ L'aide publique au développement désigne les 4 à 5 milliards d'euros du budget de l'État français qui sont officiellement consacrés à des projets de développement.

² cf *L'aide publique au développement, un outil à réinventer*, Guillaume Olivier, Charles Léopold Mayer, 2004

Puis, en 1994, avec les complicités françaises lors du génocide du Rwanda³, avec le soutien au régime de Mobutu⁴ ou au régime soudanais, nous avons compris qu'il ne s'agissait pas seulement d'une criminalité économique, mais qu'elle était également politique, d'une manière tout à fait inouïe.

Nous sommes pourtant parmi les premiers promoteurs de la coopération décentralisée. En 1984, les premières campagnes de SURVIE ont permis de mobiliser 10 000 maires de France, chaque maire s'engageant à mobiliser sa commune dans un projet de coopération concret. J'ai également publié un livre sur l'APD⁵ où je faisais un grand éloge de la coopération décentralisée, mais pas n'importe quelle coopération décentralisée -j'y reviendrai.

En 1994, nous avons découvert qu'il y avait, derrière les relations France-Afrique, ce que j'ai appelé la "Françafrique", c'est-à-dire la confiscation des indépendances africaines, en 1962, par de Gaulle et son bras droit Jacques Foccart, qui ont fait en sorte d'éliminer tous les leaders indépendantistes intègres pour les remplacer par des chefs d'États soumis aux militaires, à leurs bottes, souvent des gens qui étaient en fait des Français, parfois des gens issus des services secrets comme Omar Bongo, et qui sont en fait des "gouverneurs à la peau noire". C'est très pratique, parce que cela permet, dans un néocolonialisme caricatural, de faire la même chose qu'avant mais en le faisant avec des gens qui apparemment sont des gouvernants africains. J'ai eu l'occasion de démontrer que ces gouvernements ne tiennent que grâce au soutien de la France, et que, pour un certain nombre d'entre eux, ils prolongent le sort désastreux de leur peuple par un pillage incroyable, et par l'oppression politique.⁶

Permettez-moi de me référer un peu à ma propre histoire. J'ai été sensibilisé aux problématiques de la faim et du développement en 1965. À partir de là, j'ai fait des études d'économie car je pensais que l'économie était le moyen de lutter contre la non-réponse aux besoins fondamentaux. Je suis devenu économiste. Mais, au fur et à mesure de mon engagement dans SURVIE, j'ai découvert que le problème fondamental de ces pays n'est pas un problème économique, mais un problème politique. Amartya Sen, le célèbre prix Nobel d'économie, a eu cette phrase importante que je cite de mémoire : « Dans la longue histoire des famines du XX^e siècle, il n'y en a aucune qui se soit passée dans un pays ayant un minimum de liberté d'expression et de démocratie. » Autrement dit, la famine n'est pas un problème économique, c'est un problème de liberté d'expression et de démocratie, c'est un problème politique. Quand vous regardez de près la situation d'un certain nombre de pays d'Afrique, vous voyez que ces pays ont toutes les ressources humaines et matérielles pour s'en sortir. Seulement, les ressources

³ Une complicité militaire, financière, diplomatique et médiatique. cf *L'horreur qui nous prend au visage, L'État français et le génocide au Rwanda*, Karthala, 2005

⁴ Mobutu est resté à la tête du Zaïre pendant plus de 30 ans. À sa mort, il disposait d'une fortune estimée à 8 milliards de dollars, l'équivalent des deux tiers de la dette de son pays, sans compter l'enrichissement de ses proches.

⁵ *L'aide publique au développement*, François-Xavier Verschave, Anne-Sophie Boisgallais, Syros, 1994.

⁶ cf. *La Françafrique*, FX Verschave, Stock, 1998 ; *Noir Silence*, FX Verschave, Les arènes, 2001 ; *Noir Chirac*, FX Verschave, Les arènes, 2002, etc.

matérielles sont complètement détournées, et les ressources humaines valables sont mises en prison, en exil ou éventuellement corrompues : on a bien affaire à un problème politique.

Aujourd'hui, les pays d'Afrique aspirent à la liberté. Depuis un an, à la suite de nombreuses discussions avec des résistants africains dans ces dictatures abominables, nous nous sommes rendus compte qu'ils sont vraiment "au bout du rouleau". Quarante ans de dictature, dans certains pays comme le Togo, c'est comme sous Ceaucescu en Roumanie : la société civile est broyée. Ce que réclament les opposants et les résistants politiques, ce n'est pas une coopération plus précise sur tel ou tel point, ou un centre de santé supplémentaire ; la coopération la plus importante, c'est d'en finir avec la dictature, ces dictatures totalement soutenues par la France, par la Françafrique et son parrain Jacques Chirac. A partir de là, nous nous en sortirons. Voilà ce que nous avons compris ensemble : continuer à maintenir ces peuples sous ces dictatures pillardes, massacruses ou oppressives, c'est une forme d'esclavage moderne. Et nous, en France, par un vieux fond de racisme, nous croyons que la dictature, c'est tout ce qu'ils méritent, que *"les Africains ne sont pas mûrs pour la démocratie"*.⁷

En 1800, Washington passait pour un humaniste. Puis, la campagne contre l'esclavage a commencé. 50 ans plus tard, Washington, qui avait à l'époque trois cents esclaves, ne serait plus passé pour un humaniste, parce qu'avoir des esclaves n'était plus tolérable, plus "présentable". Aujourd'hui, aucun Homme d'État occidental n'oserait serrer la main d'un Pinochet. Or je pourrais vous citer quatre ou cinq chefs d'État françafricains sans doute pire que Pinochet : Denis Sassou N'guesso⁸, auteur de massacres de plus de 100 000 morts ; Idriss Déby⁹, qui a massacré des dizaines de milliers de personnes ; ou encore le régime togolais actuel... Il faut voir que dans ces pays-là, tout appartient au clan présidentiel. Et quand on vous dit qu'il y a de la "croissance" parce qu'il y a du pétrole, sachez que tout l'argent est volé.

La Banque Mondiale a fait de longues études sur les effets négatifs ou positifs de l'aide, et a découvert que l'aide est bénéfique dans les pays où la démocratie est la plus forte, et qu'elle est désastreuse dans les pays sous dictature, car toute l'aide sert à renforcer la dictature, à renforcer le Pouvoir dans sa répression politique inouïe. L'enjeu le plus fondamental réclamé par les peuples d'Afrique est "aidez-nous à faire chuter ces dictatures qui nous oppriment, c'est-à-dire à faire cesser le soutien français à ces dictatures." Car si vous regardez de près, vous vous apercevez que tous les apports de reconnaissance extérieur, y compris en terme d'aide, de finances de la Banque Mondiale ou du FMI, sont toujours obtenus par la France. Car la France arrive toujours à faire reconnaître par la communauté internationale que ces dictateurs françafricains sont des personnes sympathiques, des interlocuteurs certes "imparfaits" mais "en voie de démocratisation".

⁷ Allusion à une phrase de Jacques Chirac en 1995 : « Les africains ne sont pas assez mûrs pour la démocratie et le multipartisme ».

⁸ Président du Congo-Brazzaville depuis 1997 (il l'avait déjà dirigé de 1979 à 1991).

⁹ Président du Tchad depuis 1990.

Je me souviens que le jour où une junte progressiste a renversé le dictateur Ibrahim Baré Maïnassara au Niger -qui avait déjà truqué trois élections successives-, la France avait interrompu sa coopération sous prétexte qu'on avait mis un "coup d'arrêt au processus de démocratisation". Pourtant, la junte avait organisé des élections qui avaient été reconnues comme les plus incontestées d'Afrique depuis trente ans. Mais la France n'en était pas. Inversement, Mobutu, à la fin de sa vie, disait qu'il voulait bien faire des élections, mais seulement si c'était la France qui les organisait. On a vraiment un système de soutien qui est parfaitement organisé, que j'ai déjà décrit dans différents ouvrages.

À partir de là, il s'en découle une chose extrêmement simple : tous les africains aspirant à la liberté et au progrès voulant en terminer avec la dictature, il faut disqualifier tous les liens politiques avec ces dictatures, les liens au plus haut niveau bien entendu. Quand Jacques Chirac, cinquante fois par an, fait l'accolade à des dictateurs dans la cour de l'Élysée, c'est une honte pour le peuple français : nous ne reconnaissons plus rien de la déclaration des droits de l'homme de 1789, etc.

Mais ces dictateurs ont un besoin absolu d'une reconnaissance qui ne se limite pas au plus haut du Pouvoir. Il faut aussi que cette reconnaissance se fasse à tous les échelons, et en particulier dans les instances de coopération décentralisée, celles des grandes villes en particulier, où, à chaque occasion de signature ou de re-signature d'un projet, des visites se font de part et d'autre, des visites où un élu, parfaitement démocrate par ailleurs, va serrer les mains, soit du président, assez souvent, soit du maire de la grande de ville qui est évidemment un suppôt du système. Simon Compaoré¹⁰, c'est le "système Compaoré" : un système qui a assassiné le journaliste Norbert Zongo, qui a volé l'or du Burkina, qui a organisé un certain nombre de guerres civiles atroces au Libéria et au Sierra Léone. C'est à ces gens-là qu'on sert la main.

De la même manière, on ne peut pas faire de la coopération décentralisée avec l'Algérie sans avoir lu *La Françalgérie*¹¹, un ouvrage fondamental qui montre à quel degré d'ignominie est allé le Pouvoir algérien pour conserver la confiscation de la rente pétrolière et faire en sorte que ces pays soient au bord de la famine, manquent de système de santé et d'éducation, alors que les richesses et les ressources de l'Algérie sont immenses, mais sont confisquées. Donc, aujourd'hui -et c'est le but de notre "campagne contre les dictateurs"¹²- il faut absolument que ceux qui s'engagent dans la coopération se posent la question suivante : est-ce que, en s'engageant dans cette coopération, je conforte ou ne conforte pas le régime dictatorial. Si je conforte le régime dictatorial, le peu de bien que je peux faire au niveau économique est très largement compensé, dans un sens négatif, par le mal que je fais dans la confortation de ce système.

¹⁰ Maire de Ouagadougou, capitale du Burkina Faso, dont le président est Blaise Compaoré depuis 1987.

¹¹ *La Françalgérie, crimes et mensonges d'États*, Louis Aggoun et Jean-Baptiste Rivoire, La découverte, 2004.

¹² cf. brochure *Les dictateurs amis de la France !?, tout ce que vous avez toujours voulu savoir sur la politique africaine de la France et ceux qui la combattent*, 2005, disponible auprès de SURVIE.

Dans ces conditions, pourquoi SURVIE a-t-elle soutenu la coopération décentralisée ? Parce que, dans des systèmes dictatoriaux, si on fait de la coopération décentralisée entre une petite commune, un quartier, une association, et une petite collectivité locale, on contribue à former la "société civile", celle qui forme des contre-pouvoirs. Si le Chili est sorti de la dictature relativement vite, c'est qu'il y a eu ce genre de coopération décentralisée, très abondante, entre ces pays et des petites associations, des petites structures. Le problème surgit quand on passe à une échelle plus grande, par exemple à la coopération décentralisée entre grandes villes. Mieux vaut passer par des associations de quartier, par des associations de lutte contre le SIDA, etc. et s'interdire d'institutionnaliser ces initiatives.

Quand je vois les budgets de coopération décentralisée de Grenoble-Ouagadougou ou Grenoble-Constantine, je m'aperçois que, parmi les plus grands contributeurs, il y a les collectivités locales de là-bas, et le Ministère des Affaires Etrangères français, qui, bien entendu, soutient les dictatures. Dans une "joint-venture" où les deux tiers des participants soutiennent les dictatures, la grande ville française saura-t-elle faire preuve de suffisamment de vertu à côté ? Ça me paraît extrêmement difficile. Cela doit être réfléchi, mûri par cette question : est-ce que cette coopération contribue ou non à prolonger la dictature, étant donné que c'est cela la préoccupation première des Africains. Je vous remercie. »



Michel Destot, maire de Grenoble,
serrant la main de Simon Compaoré, maire de Ouagadougou

2

La Françafrique et le Burkina Faso

*Extrait du chapitre 6 du livre
La Françafrique, François-Xavier Verschave, Stock, 1998*

Le 15 octobre 1987, un commando assaille les bâtiments du Conseil de l'entente à Ouagadougou, capitale du Burkina Faso - le « pays des hommes intègres ». Tel est le nom africain, d'une fierté modeste, qu'une révolution assez brève a donné depuis trois ans à un ex-territoire de l'Afrique occidentale française, la Haute-Volta. Haute par rapport à quoi, si ce n'est en référence désuète aux appellations fluviales des départements français ? Cette révolution est animée, portée, par un jeune capitaine de trente-huit ans, intègre et passionné, Thomas Sankara. Il a réuni son secrétariat dans ces bâtiments sans faste. Il travaille sans protocole¹ et sans guère de protection. Les assaillants, des soldats d'élite de l'armée burkinabé², viennent l'abattre. Ils tuent aussi sept de ses proches collaborateurs et son infime garde personnelle. Un médecin délivre le permis d'inhumer : Sankara, « mort naturelle »³. Son corps est enterré à la sauvette dans une tombe trop petite.

Dans la soirée, un communiqué annonce la mort du président du Burkina : des heurts se seraient produits entre sa garde et des éléments armés, « décidés à prendre les devants » contre les arrestations massives qu'aurait envisagées Sankara. Les médias officiels d'Ouagadougou dénoncent aussi la « dérive droitière » du président assassiné - ce qui, compte tenu des inimitiés conservatrices assez universellement suscitées par l'action de Sankara, ne manque pas de piment. Quelques gauchistes impénitents et syndicalistes abusés seront un temps la caution idéologique d'un putsch visant clairement une restauration intérieure et une réinsertion dans le bercaïl franco-africain.

¹ La journée était l'une de celles régulièrement dédiées à l'exercice sportif : Sankara est en survêtement.

² Ils venaient du Centre national d'entraînement commando de Po, dont le jeune lieutenant Thomas Sankara avait demandé la création 12 ans plus tôt en découvrant, lors de la courte guerre avec le Mali, le très faible niveau des troupes voltaïques. Il avait le premier dirigé ce camp, avant d'en céder le commandement à son ami Blaise Compaoré.

³ Cf. Thomas Sotinel, *L'assassinat de Thomas Sankara*, in *Le Monde* du 17/11/1997.

En apparence, le pouvoir revient aux trois co-instigateurs, avec Sankara, de la révolution de 1983 : les capitaines Blaise Compaoré, Henri Zongo et Jean-Baptiste Lingani. En fait, il échoit au premier, qui a dirigé le putsch ⁴. Compaoré remplace Sankara, il a éliminé celui qui le considérait comme son meilleur ami. Cette fin tragique, d'un homme et d'un espoir trahis, donne naissance à un mythe. Le propos politique de Sankara a transformé son pays et touché, bien au-delà, une grande partie de l'Afrique. L'exercice du pouvoir était tâtonnant et le changement difficile, mais l'homme se battait jour et nuit contre les fatalités de la misère et les dépendances néocoloniales. C'était devenu le symbole dangereux d'une émancipation. Son sort était scellé. Les barons de la « Françafrique » ont favorisé son élimination ⁵, et ont admis à bras ouverts le leader putschiste en leur confrérie.

La Françafrique : c'est le moment d'introduire ce concept-clef, avant d'en exposer plus loin les évolutions et les ressorts. On l'a vu à propos du Biafra, il est difficile à certains moments de savoir qui tire les ficelles de qui : Foccart, Houphouët, Bongo, Elf, les « services », les mercenaires hors ou sous contrôle ? La pratique foccartienne des relations franco-africaines a engendré un ensemble flou, une structure molle. Nous l'avons appelée la Françafrique :

« La Françafrique désigne une nébuleuse d'acteurs économiques, politiques et militaires, en France et en Afrique, organisée en réseaux et lobbies, et polarisée sur l'accaparement de deux rentes : les matières premières et l'aide publique au développement. La logique de cette ponction est d'interdire l'initiative hors du cercle des initiés. Le système, autodégradant, se recycle dans la criminalisation. Il est naturellement hostile à la démocratie. Le terme évoque aussi la confusion, une familiarité domestique louchant vers la privauté ⁶. »

L'expression a jadis servi dans la bouche de grands « amis de la France » et de Jacques Foccart, tels Félix Houphouët (en 1955) ou Omar Bongo : c'était une sorte d'invitation à une Communauté néocoloniale idéale. On ne sait s'ils en percevaient la signification homophone : France-à-fric. Nous avons détourné leur trouvaille : le terme désigne si bien le mélange des genres caractéristique du foccartisme, et ses doubles fonds... Depuis, il a fait fortune. Ce n'est pas Foccart personnellement qu'affrontait Sankara : c'est cette Françafrique possessive - dont, bien sûr, Foccart palpait toutes les pulsions. Il n'a peut-être pas signé lui-même l'arrêt de mort de Sankara, mais deux au moins des féaux-clients-complices qu'il avait au téléphone plusieurs fois par semaine, Houphouët et Eyadéma, ont béni le complot meurtrier.

⁴ Il fera exécuter Zongo et Lingani deux ans plus tard. Le commando qui a assassiné Sankara vient du camp de Po, dirigé par Compaoré. Le sergent Hyacinthe Kafando, qui en fait partie, finira par trop manifester l'avantage que lui procure sa participation au meurtre fondateur : il « disparaîtra » mystérieusement après un passage à Paris.

⁵ Sauf peut-être Omar Bongo. Son jeune beau-frère Guy-Aïssa Dabany, formé avec Sankara à l'académie militaire d'Antsirabé (Madagascar), mourut précocement en 1983. Sankara, qui venait d'accéder au pouvoir, vint incognito à ses funérailles, au Gabon. Évidemment informé, Bongo en fut bouleversé : il se prit d'affection envers le révolutionnaire...

⁶ Cf. *France-Cameroun. Carrefour dangereux*, Agir ici et Survie/L'Harmattan, p. 8-9.

Au nord de la Côte d'Ivoire, du Ghana, du Togo et du Bénin, le Burkina est un pays très pauvre. C'est un territoire enclavé, héritier d'une longue histoire de royautes précoloniales. Depuis la colonisation, son économie et sa démographie sont fortement mêlées à celles de la Côte d'Ivoire. La métropole a même partiellement fusionné les deux territoires de 1932 à 1947. Une part notable de la population ivoirienne est d'origine burkinabé. Le port d'Abidjan constitue le seul débouché commode, par le chemin de fer, des productions du Burkina. Et les deux pays sont reliés par une union douanière ⁷.

Après son indépendance, en 1960, la Haute-Volta (le futur Burkina) a connu la régression classique d'un État mal fondé : du pouvoir civil de Maurice Yameogo, vassal d'Houphouët, à un régime militaire, dirigé par le général Sangoulé Lamizana. Malgré des amorces de démocratisation, ce régime est discrédité par la corruption et le détournement de l'aide internationale. Il est renversé le 25 novembre 1980 par un groupe de 25 officiers. Le militaire le plus réputé du pays, le lieutenant Thomas Sankara, n'en fait pas partie.

Ce militaire-là est tombé dans la militance quand il était petit. Son éducation, mi-traditionnelle, mi-scolaire, a aiguisé un sens précoce de la responsabilité, une exigence concrète de justice et une inlassable curiosité ⁸. A vrai dire, il serait bien devenu médecin : mais la bourse nécessaire lui passe sous le nez au profit d'un élève pistonné, et il obtient une place au Prytanée militaire de Kadiogo. Il va y achever ses études secondaires. Ce n'est pas un ghetto. Les idées politiques y pénètrent. Via son professeur Adama Touré, Sankara est initié aux thèses et aux aspirations que véhicule la FEANF, la Fédération des étudiants d'Afrique noire en France, véritable creuset idéologique et politique. Il se fait des amis dans les mouvements progressistes, entre autres le PAI (Parti africain de l'indépendance) - dans les mêmes traces, donc, qu'un Outel Bono. Toute sa vie, Sankara partagera ou suscitera les palabres militantes : ce sera son ressourcement ⁹. Il y a trouvé, complémentaire de la lecture, un moyen d'étancher sa soif d'apprendre, de comprendre. Avec une question constante : le développement, ou comment sortir d'une misère asservissante ?

A cet égard, le passage par l'académie militaire d'Antsirabé, à Madagascar, s'avère décisif : par les échanges entre élèves officiers africains, que Sankara ne cesse de stimuler, par l'influence de quelques enseignants atypiques et la curiosité partagée avec l'ami malien Lansina Sidibé. Sankara ne se contente pas de relancer sans cesse la discussion économique et politique, il cultive une palette étonnante de qualités : la stratégie militaire, l'humour oratoire, la rédaction d'un périodique, la course de fond (ce fut un excellent coureur de 5 000 m), la guitare,... Surtout, il ne cesse de s'interroger sur les échecs de la première

⁷ Cf. Pierre Nandjui, *Houphouët-Boigny. L'homme de la France en Afrique*, L'Harmattan, 1995, p. 189-190.

⁸ Les notations sur la vie de Sankara s'inspirent de la très alerte *Biographie de Thomas Sankara* (L'Harmattan, 1997) publiée par Bruno Jaffré, ainsi que d'entretiens avec l'auteur et avec Paul Sankara, jeune frère de Thomas.

⁹ Même si, dans les années 1986-87, ces palabres seront fortement polluées par les luttes idéologiques et/ou de pouvoir.

décennie des indépendances africaines. Avidement d'expérience, il reste une année supplémentaire dans un Madagascar en pleine révolution : il y accomplit un service civique tourné vers le développement rural. Il étudie, mais il va aussi cultiver le riz dans la boue.

Mal verrouillée par la Françafrique, qu'elle n'intéressait guère, la Haute-Volta du début des années soixante-dix fourmille de militants progressistes¹⁰. Un certain nombre d'officiers sympathisent avec leurs idées. Quand il rentre de Madagascar, Thomas Sankara devient leur leader naturel. Il se couvre de gloire, fin 1974, lors d'une courte guerre contre le Mali. Il ne voulait pas de ce conflit frontalier absurde, mais il fait son devoir, tandis que ses supérieurs va-t-en-guerre se font porter pâles. Pour lui cependant, le travail politique a plus d'importance que le rapport de forces ou l'action armée. Paradoxalement pour un militaire, il privilégie la non-violence. Dans le chemin sinueux qui va l'amener au sommet de l'État, il demandera à ses amis officiers plusieurs reports de la prise du pouvoir, jugeant insuffisant le travail de conviction.

D'une génération plus ancienne, les officiers qui ont renversé le général Lamizana le 25 novembre 1980 n'avaient pas sollicité son avis. Confrontés à une baisse de popularité, ils pressent Sankara d'accepter le poste de secrétaire d'État à l'Information. Il s'y résout après beaucoup d'hésitation. Aussitôt, il impressionne : le ministre travaille, il fait travailler ses fonctionnaires, il se déplace à bicyclette. Mais la corruption reprend, et Sankara la dénonce. Il est placé en résidence surveillée.

Le 7 novembre 1982, un nouveau coup d'État militaire écarte le groupe putschiste précédent. Toute l'armée est représentée dans le Comité de salut public qui choisit pour président le commandant Jean-Baptiste Ouedraogo, puis nomme Thomas Sankara à la tête du gouvernement. En quatre mois, de janvier à mai 1983, le jeune Premier ministre se signale par son langage, mélange inhabituel d'humour et de progressisme, et ses sympathies tiers-mondistes : le Ghana, Cuba, l'Angola, le Mozambique, la Libye. Celle-ci est d'ailleurs surtout sollicitée pour la coopération qu'elle peut apporter au développement du pays, tellement démunie.

Préférer Kadhafi à Houphouët ! Voilà qui, à l'époque, est fort mal vu à Paris. Guy Penne, le premier « Monsieur Afrique » de François Mitterrand (le « Foccart de Mitterrand », comme l'appelle l'ex-PDG d'Elf Le Floch-Prigent), œuvre dans la continuité. Il maintient « des liens permanents avec Foccart, Wibaux, etc.¹¹ ». Le phénomène Sankara intensifie les conversations téléphoniques entre les patriarches Houphouët et Foccart. Lequel ne peut manquer d'alerter Guy Penne.

¹⁰ C'est-à-dire opposés au colonialisme et à l'exploitation de leurs peuples. Le langage de ce progressisme emprunte forcément au marxisme dans la mesure où cette double lutte, dans l'Empire français, n'a guère été supportée que par les communistes. Le socialisme mollettiste, l'opportunisme mitterrandien ou les versions ultra-marines de la franc-maçonnerie n'offraient pas vraiment un langage alternatif. D'où d'indéfinis quiproquos ou de conscients amalgames, identifiant toute expression d'un patriotisme africain et toute critique de l'Occident à une adhésion au Komintern.

¹¹ La « confession » de Loïk Le Floch-Prigent, manuscrit de 10 pages rédigé peu avant son incarcération le 5 juillet 1996, publié par *L'Express* du 12/12/1996. « Nous n'avions aucun désaccord profond », confirme Jacques Foccart à propos de Guy Penne (*Foccart parle*, II, 303).

L'importun Premier ministre est arrêté le 17 mai à l'aube par l'aile la plus conservatrice de l'armée burkinabé. Selon Le Canard enchaîné, Guy Penne « a supervisé et béni la révolution de palais qui a abouti » à ce nouveau coup d'État, livrant même ses intentions à des journalistes dès le 13 mai¹² ! Quelques heures après l'éviction de Sankara, il débarque à Ouagadougou et annonce l'octroi par la France d'une aide spéciale de 420 millions de FF : la récompense n'a pas tardé...¹³ C'est clair : le capitaine Sankara est persona non grata du triumvirat français-français Houphouët-Foccart-Penne. Les militaires sankaristes sont arrêtés à leur tour, sauf Blaise Compaoré qui parvient à s'échapper vers la garnison de Po où il rejoint des commandos fidèles. La population manifeste son soutien au Premier ministre destitué, les militaires sankaristes se renforcent et, le 4 août, investissent Ouagadougou¹⁴. Ils portent Sankara à la tête du Conseil national de la révolution (CNR), aux côtés de Blaise Compaoré, Jean-Baptiste Lingani et Henri Zongo. Des comités de défense de la révolution (CDR) s'établissent à travers le pays.

« La révolution burkinabé » annoncée à la radio est en phase avec les partis et mouvements de gauche. Elle affiche une ligne anti-impérialiste avec un vocabulaire emprunté au marxisme¹⁵. Voilà bien longtemps qu'un coup d'État dans le pré carré francophone n'avait pu se produire sans le feu vert ou orange de Paris. Il faudra expier ce péché originel. Pour Foccart, pas question de laisser passer « ces coups d'État marxistes libyens de type Sankara » - comme il dit au Figaro-Magazine en faisant l'apologie de l'ami gabonais Bongo¹⁶. En attendant, le nouveau pouvoir adopte un style conforme à son souci du bien public : Sankara roule en Renault 5 et vend toutes les limousines de l'État, il impose à ses ministres le même train de vie modeste qu'il s'applique à lui-même. Il parle fréquemment en langue africaine - encore une incongruité en Afrique. Et il instaure des modes de décision collective, qu'il préservera jusqu'à la fin. Prêchant d'exemple, il tente une large mobilisation populaire contre le sous-développement : l'espérance de vie est de 43 ans... Il mise à fond sur l'éducation, ce qui lui vaut l'enthousiasme des jeunes. Mais il rencontre le même genre de difficultés que, deux décennies plus tôt, le Tanzanien Julius Nyerere. Le développement ne se décreète pas. Dans des domaines particuliers - sanitaires, écologiques, culturels... , la mobilisation obtient de beaux succès : elle correspondait à des attentes précises et des modes d'organisation compréhensibles ; elle produit des résultats qui durent encore¹⁷. Tout cela malgré la cessation de l'aide budgétaire française, puis des financements de la Banque mondiale.

¹² Du 01/06/1983. Cité par Pierre Nandjui, op. cit., p. 197.

¹³ Guy Penne prétend qu'il s'agit d'une coïncidence. Mais en ce cas il aurait pu s'abstenir de prendre si vite et si ostensiblement parti.

¹⁴ Contre l'avis de Sankara. Celui-ci négociait une sortie politique de la crise avec le président Ouedraogo, qui avait subi plutôt que voulu le renversement de son Premier ministre.

¹⁵ Selon un Français proche de Sankara, celui-ci « n'avait pas un raisonnement de marxiste, même si de temps en temps il empruntait à la rhétorique ».

¹⁶ Le 10/12/1983. Omar était fort marri du livre *Affaires africaines* de Pierre Péan.

¹⁷ Pour un bilan de cette révolution (1983-87), cf. Bruno Jaffré, *Les années Sankara. De la révolution à la rectification*, L'Harmattan, 1989, p. 79-193 et *Biographie...*, op. cit. p. 210-233.

D'autres enrôlements de la population s'avèrent trop abstraits, ou correspondent à des échéances trop lointaines. Et puis, la révolution hypertrophie la fibre politique : beaucoup se lassent ; ceux qui résistent à cet étirement ne sont pas forcément les moins avides de pouvoirs ou de privilèges. Le risque est grand, aussi, d'amalgamer à la « contre-révolution » l'ensemble de la sagesse traditionnelle. Et les Comités de défense de la révolution (CDR) manquent trop de contre-pouvoirs locaux pour ne pas céder fréquemment à l'arbitraire. Refrains connus.

Certains en déduisent qu'il faut condamner toute révolution, voire toute volonté de changement politique. Peut-on interdire la tectonique des plaques qui produit les tremblements de terre ? L'injustice se renouvelle, qui suscite des réactions sociales. Avec la révolution burkinabé, le problème était double. Le leadership sankariste pouvait-il dégager les leçons d'une expérience aux résultats mitigés et poursuivre, avec une adhésion populaire suffisante, une tentative politique originale ? Qui devait en juger et, en cas de jugement négatif, qui devait intervenir, sinon les Burkinabé ? On ne connaîtra jamais la réponse à la première question, parce que la seconde était surdéterminée. Pour la FrancAfrique, pas de doute : il lui revenait de hâter la fin d'un processus intolérable.

Dès 1984, le dictateur du Mali voisin, Moussa Traoré - un FrancAfricain cruel et riche -, reçoit une grosse quantité d'armes. Le Burkina n'en a guère. Rien de tel pour donner l'envie d'une nouvelle guerre, au prétexte d'un litige frontalier pourtant en voie d'arbitrage. Sankara résiste tant qu'il peut aux provocations mais, minoritaire au sein des instances burkinabé, il doit consentir à un bref conflit fratricide¹⁸. Le pays et la révolution tiennent le choc.

Contre l'intrus Sankara, Houphouët crée une quatrième région militaire dans le nord du pays, à proximité du Burkina. La Côte d'Ivoire, rappelons-le, est liée à la France par un accord de défense : l'armée ivoirienne est quasiment un corps supplétif de son homologue française, qui la tient en étroite tutelle. Sankara ne cesse de fustiger l'impérialisme et ses relais locaux : Houphouët ne peut pas ne pas se sentir visé. Et l'idéalisme de la révolution burkinabé séduit la jeunesse ivoirienne.

Malgré une brève réconciliation en février 1985, les escarmouches se multiplient entre Houphouët et Sankara. En septembre 1985, le second claque la porte du Conseil de l'Entente : ce regroupement régional des ex-colonies francophones, sous la houlette d'Houphouët, est depuis deux décennies l'apanage du Président ivoirien. Sankara accuse ce rassemblement, d'« origine réactionnaire, droitière, conservatrice, arrière-gardiste », d'être un instrument de la « stratégie néocoloniale française ». Les autres chefs d'État du Conseil de l'Entente sont désignés comme « *des alliés locaux de l'impérialisme qui gambadent de sommets folklores en sommets folklores à la recherche d'un soutien moral et logistique* »¹⁹.

¹⁸ L'ami malien Lansina Sidibé, auquel Sankara a demandé de servir de messenger de paix, a narré à Bruno Jaffré la réaction du leader burkinabé lorsqu'il devint inévitable d'engager les combats : une tristesse proche du désarroi.

¹⁹ D'après Pierre Nandjui, op. cit., p. 198-199.

C'est ce qui s'appelle secouer le cocotier !

Le patriarche de Yamoussoukro est, rappelons-le, fort bien entouré : son directeur de cabinet, Guy Nairay, est un familier de la DGSE²⁰ ; Michel Dupuch, futur Monsieur Afrique du président Chirac, est depuis 1979 l'inamovible ambassadeur de France à Abidjan. Houphouët déclenche des représailles économiques. Il mûrit une alternative. A partir de janvier 1987, il reçoit à plusieurs reprises le numéro deux de la révolution burkinabé, le capitaine Blaise Compaoré, récemment et opportunément marié à une beauté de la cour ivoirienne, Chantal Terrasson de Fougère, une « parente » d'Houphouët²¹. Parrain de cette union comme de la région, « le Vieux » débloque une somme considérable pour financer une guerre de tracts au Burkina. On y dénonce la dérive « militaro-fasciste » du sankarisme²², tandis que d'excellents patriotes non fascistes ne demanderaient qu'à faire le bien de leur pays. Sur un registre plus sordide, d'autres plumitifs anonymes accusent Sankara d'organiser des orgies et traînent son épouse dans la boue.

Le président togolais Eyadéma se situe d'emblée, on l'imagine, dans le camp anti-sankariste. Au fil des années, il est devenu très proche du vieil Houphouët, qui songe à lui léguer la gérance régionale des intérêts françafricains. L'hostilité du général togolais contre le capitaine burkinabé s'exacerbe quand, le 23 septembre 1986, un commando de 70 hommes venus du Ghana tente de renverser son régime : Eyadéma accuse son voisin révolutionnaire d'avoir formé et encadré les assaillants, et dénonce l'intervention imminente de 200 parachutistes burkinabé. Selon Foccart, c'est une affabulation²³. L'épisode reste confus. La préparation d'une telle attaque ne pouvait échapper aux services français, et il était inévitable que Paris envoie des troupes pour maintenir son pion togolais. Ce qui advint.

Eyadéma est le premier à reconnaître le régime installé par les assassins de Sankara, dès le surlendemain du coup d'État. Deux mois après, il réserve un accueil grandiose à Compaoré en visite au Togo²⁴. A la grande satisfaction de leur ami commun, le ministre français de l'Intérieur Charles Pasqua.

A Paris, en mars 1986, Jacques Foccart est revenu dans les coulisses du pouvoir, aux côtés du Premier ministre de cohabitation Jacques Chirac. Les deux hommes, à peine installés à Matignon, se sont précipités chez Houphouët, à Yamoussoukro, pour bétonner la Françafrrique. Sur le sort du Burkina, ils n'ont pas de mal à s'accorder avec François Mitterrand. Celui-ci reste ulcéré par l'apostrophe reçue fin 1986 lors d'une visite à Ouagadougou : « Nous Burkinabé, n'avons pas compris

²⁰ Comme en témoigne par exemple Pierre Marion, directeur du Sdece - qu'il transforma en DGSE (*La Mission impossible. A la tête des services secrets*, Calmann-Lévy, 1991, p. 94).

²¹ Cet hymen n'est peut-être pas seulement le fruit du hasard. Chantal Terrasson faisait partie du protocole d'État ivoirien chargé d'accueillir l'hôte de marque Blaise Compaoré, représentant un Burkina avec lequel les relations étaient singulièrement refroidies. Le fringant capitaine a été sensible à cette charmante attention. Métisse, Chantal Terrasson est la petite-fille d'un lieutenant-gouverneur français de la colonie du Soudan.

²² Cf. Bernard Doza, *Liberté confisquée. Le complot franco-africain*, Bibli-Europe, 1991.

²³ *Foccart parle*, II, p. 360.

²⁴ Cf. Bruno Jaffré, *Les années Sankara*, op. cit., p. 275.

comment des bandits, comme Jonas Savimbi, le chef de l'Unita, des tueurs comme Pieter Botha, ont eu le droit de parcourir la France si belle et si propre. Ils l'ont tachée de leurs mains et de leurs pieds couverts de sang ». Savimbi dirige alors depuis une dizaine d'années une rébellion assez sanguinaire. C'est un allié du régime d'apartheid sud-africain, présidé par Pieter Botha. Tous deux sont en fort bons termes avec Houphouët et Foccart ²⁵. Savimbi bénéficie aussi du soutien d'Elf, de Bouygues, du groupe Bolloré et des Giscardiens. La Mitterrandie n'hésite pas à faire des affaires avec l'Afrique du Sud. Bref, loin de la France « si propre », Sankara étale le linge sale de la France à fric.

Et il poursuit avec la politique de coopération, dont Mitterrand et Foccart, jadis ennemis, bloquent de concert toute évolution : « *Ce qui s'appelait hier aide n'était que calvaire, que supplice pour les peuples* ». Brutales vérités ! Sankara le passionné donne des coups de pied dans la membrane protectrice d'un néocolonialisme dépassé, il déchire la ouate du double langage. François Mitterrand blêmit sous la charge. Celui qui fut 46 ans plus tôt ministre des Colonies et qui depuis n'a jamais su redescendre de sa condescendance, ne fera rien pour arrêter la main des comploteurs.

Au début du mois d'août 1987, Sankara prononce un discours à Bobo Dioulasso, la deuxième ville du Burkina. Il évoque les errements de la révolution qu'il a déclenchée quatre ans plus tôt. Il fustige les excès des Comités de défense de la révolution, dont certains membres font régner la terreur dans les quartiers des grandes villes. Il regrette les injustices commises à l'égard de ceux que l'on a qualifiés trop facilement de « contre-révolutionnaires ». Il veut « élargir la base de la révolution », c'est-à-dire réintégrer les militants et les partis qui, comme le PAI, ont été exclus par les doctrinaires. Il faut, dit-il, procéder à une « rectification » des erreurs ²⁶. Le 2 octobre, il rappelle les objectifs : « *Notre révolution n'aura de valeur que si en regardant derrière nous, en regardant à nos côtés et en regardant devant nous, nous pouvons dire que les Burkinabé sont, grâce à la révolution, un peu plus heureux, parce qu'ils ont de l'eau saine à boire, parce qu'ils ont une alimentation abondante, suffisante, parce qu'ils ont une santé resplendissante, parce qu'ils ont l'éducation, parce qu'ils ont des logements décentes, parce qu'ils sont mieux vêtus, parce qu'ils ont droit aux loisirs ; parce qu'ils ont l'occasion de jouir de plus de liberté, de plus de démocratie, de plus de dignité. Notre révolution n'aura de sens que si elle peut répondre concrètement à ces questions* ²⁷ ».

Un testament, montrant l'obsession du concret de celui qui sera trop facilement taxé d'idéologue. Treize jours plus tard, le mot d'ordre de « rectification » va prendre un sens tordu, plus argotique et plus personnel. Dépêchés par son ami Compaoré, les tueurs « rectifient » Thomas Sankara.

²⁵ Foccart parle, II, p. 282-284 et 320-322.

²⁶ D'après Thomas Sotinel, *L'assassinat de Thomas Sankara*, in *Le Monde* du 17/11/1997.

²⁷ *Sidwaya* (Ouagadougou) du 08/10/1987. Cf. *Oser inventer l'avenir: La parole de Sankara*, recueil établi par David Gakunzi, Pathfinder/L'Harmattan, 1991, p. 270.

Il faut dire quelques mots de l'ami Blaise. Ambitieux, il a été tenté, au tournant de 1983, de prendre la tête de la révolution à la place de Sankara, bloqué à Ouagadougou. Mais la conjoncture n'était pas favorable, et l'amitié des deux hommes, née lors de la guerre de 1974 contre le Mali, restait vivace. Longtemps, on a cru voir deux jumeaux. Jusqu'à son mariage avec Chantal Terrasson, en 1986, Compaoré venait tous les jours déjeuner chez Mariam et Thomas Sankara²⁸. Ce dernier s'ouvrait à son ami de tous les problèmes politiques. Il lui a confié des responsabilités de plus en plus importantes, dans l'armée et dans les institutions - jusqu'au poste de Premier ministre, en septembre 1987.

Mais leurs caractères opposés allaient accentuer leurs divergences. Blaise était un jouisseur, Thomas un ascète. Épousant Chantal Terrasson, habituée au luxe de la cour ivoirienne, il se laisse facilement convaincre par cette femme ambitieuse qu'il mérite un train de vie et un pouvoir mieux ajustés à ses mérites. Politiquement, Thomas mise sur le débat ouvert et la conviction, Blaise penche pour l'intrigue et le pouvoir des armes. Lors d'un complot découvert fin mai 1984, Sankara s'opposait à l'exécution des sept principaux accusés : Compaoré rassembla contre lui une majorité politique en faveur du peloton d'exécution. Souvent, il joue des outrances extrémistes ou des exaltations radicales²⁹ pour déborder Sankara sur sa gauche, dans une perspective qui apparaît progressivement plus tactique qu'idéologique : c'est la popularité de Sankara qui est affectée par les excès de la révolution.

Autre motif de querelle : l'homme de la sécurité personnelle de Sankara, Vincent Sigué. Ce métis batailleur rentré de France en 1983 s'était totalement, excessivement voué à son patron, ce qui n'allait pas sans bavures. Celles-ci étaient montées en épingle par les proches de Compaoré - auteurs d'exactions récidivées, mais moins voyantes. Comme il arrive souvent chez des hommes politiques peu enclins à la violence, Sankara hésitait à se passer de son brutal protecteur, d'autant plus qu'il sentait poindre les trahisons.

Bref, la tension montait entre les deux hommes, attisée par d'odieuses campagnes de tracts. Le biographe de Sankara, Bruno Jaffré, se demande avec quelque vraisemblance si cette opposition fratricide n'a pas été attisée par les services français, certainement infiltrés chez plusieurs des douteux personnages drainés par la révolution. C'était effectivement le plus sûr moyen d'abattre la « gueuse »³⁰.

Tout indique que Sankara s'est en quelque sorte laissé faire. Il avait écrit à Edgard Pisani que l'on préparait son assassinat. Il savait tout des intentions de Blaise Compaoré, prévenu par des gardes du corps de ce dernier. Il connaissait les relations de la femme de Blaise, Chantal Terrasson, avec le régime togolais d'Eyadéma et, bien entendu, avec Houphouët. Mais il ne voulait pas engager un

²⁸ Cf. Bruno Jaffré, *Biographie...*, op. cit., p. 197.

²⁹ Du côté notamment du PCR (Parti communiste révolutionnaire burkinabé) de Salif Diallo ou du secrétaire général des Comités de défense de la révolution Pierre Ouedraogo. Nombre d'intellectuels burkinabé, branchés sur la classe étroite des fonctionnaires, ont joué à la roulette russe l'avenir de leur pays.

³⁰ *Les années Sankara*, op. cit., p. 255-259.

combat fratricide, il ne voulait pas faire couler le sang. Il expliquait à ses partisans que le recours aux armes pour régler les différends politiques constituerait un reniement ³¹.

En septembre 1987, Sankara confiait à quelques proches : « Le fond du problème c'est qu'ils veulent bouffer, et je les en empêche ³² ». Le régime de son remplaçant, Blaise Compaoré, va développer un « partenariat » privilégié avec l'entreprise Bouygues, avec les réseaux Pasqua et Mitterrand ³³. Il va entreprendre avec Charles Taylor, sous forme de joint-venture, une lucrative guerre civile au Liberia. Le président Compaoré et Madame auront leur Boeing 727 et leur palais personnels ³⁴. « Bouffer », cela signifiait concrètement se rebrancher sur les réseaux français. Au coeur de l'ex-Empire français, ceux qui s'y refusent obstinément n'ont pas une longue espérance de vie.

³¹ Cf. Bruno Jaffré, *Biographie...*, op. cit., p. 208.

³² Cf. Bernard Doza, *Liberté confisquée. Le complot franco-africain*, Bibli-Europe, 1991.

³³ Via, pour le second, le compère de Jeanny Lorgeoux Guy Lebouvier. Cf. *Ces messieurs Afrique*, I, p. 182-183.

³⁴ Cf. Pascal Krop, *Le génocide franco-africain*, JC Lattès, 1994, p. 38-39.

3

Qui a tué Norbert Zongo ?

Extrait du livre

Noir Silence, François-Xavier Verschave, Les arènes, 2000

Le journaliste burkinabè Norbert Zongo a bouleversé un peuple. Et au-delà. Depuis qu'en 1987 Blaise Compaoré a "rectifié" son ami et camarade Thomas Sankara, Ouagadougou a changé de visage. La nouvelle Constitution de 1991, la liberté de la presse et le programme d'ajustement structurel ont fait du président Blaise Compaoré l'un des meilleurs interprètes des discours sur la "démocratisation", l'un des bons élèves de la Banque mondiale. Ses excellentes relations avec Jacques Chirac, Charles Pasqua et la Françafrique, ainsi que les difficultés de l'opposition, lui permettaient d'espérer la longévité politique d'un Omar Bongo. Il a été réélu le 15 novembre 1998 avec 87,5 % des voix - d'autant plus aisément que ses principaux challengers avaient préféré boycotter un scrutin sans Commission électorale indépendante.

On en oubliait la face sombre du personnage : la disparition des gèneurs, l'alliance avec le "seigneur de la guerre" libérien Charles Taylor et les profits induits, l'évaporation croissante des richesses publiques. On pouvait lire dans *Le Monde* du 15 novembre 1998 : « Blaise Compaoré est devenu l'un des chefs d'État les plus respectés du continent. [...] Les ressources de l'État y sont mieux employées qu'ailleurs et la paix sociale y a été préservée ³⁵ ». Dans *Libération*, on se gaussait « d'une opposition aussi divisée que dépourvue d'idées sur la conduite du pays ³⁶ ». Comme si la démocratie n'était pas toujours née du refus de l'arbitraire, avant d'être un programme électoral. L'historien Ki-Zerbo, le plus connu des leaders d'une opposition effectivement laminée et démunie, formulait un diagnostic plus clairvoyant lors du congrès de son parti : « L'inclination irresponsable à accaparer tout et tous conduira inéluctablement à la révolte sociale ³⁷ ».

³⁵ Thomas Sotinel, *Élection présidentielle sans suspense au Burkina Faso*, in *Le Monde* du 15/11/1998.

³⁶ Stephen Smith, *Sacre électoral annoncé au Burkina Faso*, in *Libération* du 14/11/1998.

³⁷ Cité par Joseph Coulibaly, *Élection au forceps*, in *Le Nouvel Afrique-Asie*, 12/1998.

Norbert Zongo, qui signait Henri Segbo, dirigeait l'hebdomadaire le plus lu au Burkina, L'Indépendant. Amoureux de la nature, il avait créé une réserve de faune au sud du pays. Il s'y rend en voiture le dimanche 13 décembre 1998, avec un chauffeur et deux de ses collaborateurs. Le véhicule est retrouvé incendié le long de la route, les quatre occupants sont morts, leurs corps sont plus ou moins carbonisés. Les positions contestataires du journaliste, les rumeurs de complot à son égard ainsi que les traces de balles retrouvées dans la porte arrière suggèrent immédiatement une mise en scène.

Le 17 mars précédent, dans un éditorial *Au-delà de la Mort*, il avait dénoncé « *les assassins de l'ombre* » : « *depuis 1983, c'est de la Présidence que l'on tue. C'est à la Présidence que l'on a toujours regroupé des hommes louches. À certains, on a distribué des armes lors des grèves, parce qu'on veut régner éternellement* ». On apprendra peu à peu qu'un commando issu du premier cercle présidentiel a exécuté celui qui voyait trop clair.

Un homme très dérangeant, ce Zongo. Un mois avant sa mort, il soulevait encore le scandale des pesticides Saphyto, fournis par la Sofitex³⁸, la plus grande entreprise burkinabè. Elle "encadre" toute la production cotonnière du pays, puis la commercialise via sa maison-mère parisienne, la CFDT - avec des taux de marge parfois prodigieux. Tout le monde se sert au passage, à commencer par l'état-major de la société, composé de fidèles du régime. Mais pour que la marge soit plus importante encore, l'habitude s'est prise de diluer ou trafiquer les pesticides achetés par les paysans. Du coup, explique Zongo, « des chenilles censées être tuées par la simple odeur des produits, ont été plongées dans des bocal contenant ces produits pendant des heures et ressorties en "parfaite santé" ». Et le journaliste de dénoncer « le brigandage institutionnalisé entre la maison-mère en France, l'usine de Bobo et des responsables de la Sofitex ».

Norbert Zongo enquêtait aussi sur le trafic des parcelles à bâtir, un système de corruption et d'escroquerie à l'encontre des candidats à l'acquisition d'un lotissement. Au premier rang des personnes impliquées, le maire de Ouagadougou, Simon Compaoré³⁹. Ce membre influent du clan présidentiel s'est mis à menacer le journaliste.

À maintes reprises, Zongo et L'Indépendant sont revenus sur un sujet plus sensible encore : la volatilisisation de l'or du Burkina, « l'un des plus grands scandales du régime »⁴⁰. Son enquête sur le sujet a commencé en 1994. Malgré les intimidations, il découvre et révèle des choses incroyables. La filière or, qui constitue le deuxième poste d'exportation du pays, était étatisée. Le 27 septembre

³⁸ *Sofitex : la vache à lait a le cancer du sein*, in *L'Indépendant* du 10/11/1998.

³⁹ Cf. Organisation Panafricaine des Journalistes Indépendants (OPJI), *L'assassinat de Norbert Zongo. Crime d'État contre un journaliste*, Éditions Minsi D.S., 1999, p. 27-30. Un petit livre remarquable.

⁴⁰ Cf. notamment : *La bataille de l'or*, 30/07/1996 ; *Pas de poudre aux yeux des Burkinabè*, 06/08/1996 ; *CEMOB : le début de la fin*, 20/08/1996 ; *La CFD au secours de Dupuch*, 17/09/1996 ; *La CEMOB est dissoute*, 17/09/1996 ; *CEMOB. La dernière échéance*, 28/04/1998 ; *Procès international de la CEMOB*, 22/09/1998.

1991, l'État burkinabè opère une privatisation partielle : il signe une convention de partenariat avec une petite société d'ingénierie française, la Sirex, établie deux ans plus tôt à Saint-Ouen-l'Aumône et dirigée par Gilbert Dupuch. Cette convention prévoit la création de la Compagnie minière d'exploitation de mines d'or au Burkina (CEMOB), au capital de 160 millions de francs CFA (30 % pour l'État, le reste pour la Sirex). Le 5 novembre 1991, Gilbert Dupuch crée une société CEMOB au capital de 10 millions de CFA, avec sept actionnaires : lui-même, des membres de sa famille, sa société Sirex, une autre société apparentée et un fonctionnaire burkinabè, André Hien, ancien directeur de la filière or. À titre personnel. Ainsi, une CEMOB-bis entièrement privée s'est substituée à la CEMOB officiellement annoncée le 27 septembre - qui, elle, n'a jamais été réellement créée. Un escamotage magistral, autorisant tous les quiproquos, et permettant d'enchaîner les escroqueries au détriment de l'État burkinabè⁴¹. Jusqu'à céder 29 tonnes d'or à une compagnie américaine, BHP...

L'État burkinabè, l'un des plus pauvres de la planète, n'a plus vu la couleur de son or. Au plus haut niveau de cet État, on a décidé de fermer les yeux sur une exploitation totalement parallèle. Il est difficile d'imaginer qu'un tel aveuglement soit désintéressé. Même Mobutu n'a jamais poussé aussi loin - à 100 % - le taux de fuite d'un minerai précieux...

Cela n'a pas empêché la Caisse française de développement de prêter 6 millions de francs à la "CEMOB", ni son représentant local Robert Chahinian de trouver « assez osé » l'article où Norbert Zongo soulevait le lièvre. Résumons : une société française escamote l'or du pauvre Burkina ; elle récupère en sus une louche de prêt bonifié par l'aide au développement, une sorte de prime au pillage, en l'occurrence ; et il serait « osé » de s'en étonner ?

André Hien est incarcéré en août 1996, tandis que Gilbert Dupuch s'enfuit en France, que la CEMOB est dissoute et la Sirex liquidée. Le Burkina annonce qu'il va lancer un mandat d'arrêt international contre Dupuch. Deux ans après, Zongo exprime son scepticisme : le sieur Dupuch se promène libre à Paris, et va même jusqu'à réclamer 150 millions de francs à l'État burkinabè. Lequel a intenté un procès aux différentes sociétés mises en cause, mais semble tout faire pour le perdre. Comme s'il n'était pas lésé... Quant à la justice burkinabè, elle ne s'est pas vraiment pressée de juger André Hien.

La veille de sa mort, Norbert Zongo reçoit un appel de l'épouse de Gilbert Dupuch. « Mme Dupuch, explique une amie proche du journaliste⁴², avait parlé d'un nouveau scandale dans cette affaire, et Norbert m'avait dit que ça touchait la famille Compaoré ».

⁴¹ Et de l'État français. Gilbert Dupuch aurait aussi jonglé avec le rachat à bas prix de créances dues à la Coface (l'organisme français de garanties publiques à l'exportation).

⁴² Témoignage de S., cité par Reporters sans frontières (RSF), *Enquête sur la mort de Norbert Zongo*, Compte rendu de mission, 25-31 décembre 1998.

Quelle famille, justement ! L'Indépendant s'est mis à enquêter sur François, frère du président Compaoré, et sa belle-mère Alizèta Ouedraogo, une redoutable femme d'affaires, qui dirigeait entre autres une tannerie très polluante. François Compaoré brasse beaucoup d'argent. Son chauffeur a été torturé à mort fin 1997, suite à un vol d'espèces : 35 millions de francs CFA (350 000 francs français). Norbert Zongo ne cessait de protester contre l'absence d'enquête sérieuse - de même qu'il ne cessait de lutter contre tout privilège.

Cette protestation-là a sans doute été celle de trop. Elle concernait directement six proches du Président, chargés de sa sécurité rapprochée : l'adjudant Marcel Kafando, chef de la sécurité présidentielle et membre influent des services spéciaux, le sergent Edmond Koama, les caporaux Wampasba Nacoulma et Banagoulo Yaro, les soldats Christophe Kombacéré et Ousseini Yaro. Les mêmes seront suspectés par une commission internationale d'enquête d'avoir exécuté le quadruple assassinat du 13 décembre 1998. Un groupe d'officiers dissidents, qui a rapidement dénoncé les auteurs présumés du crime, désigne aussi ceux qui, selon lui, l'ont commandité : l'homme d'affaires Oumarou Kanazoe, le maire d'Ouagadougou Simon Compaoré, François Compaoré et sa belle-mère Alizèta Ouedraogo.

Tout cela, les Burkinabè ne le savent pas encore mi-décembre 1998. Ils le pressentent. Des milliers ont lu juste avant le crime un article prémonitoire de Zongo, La solution par le mortel ⁴³: « *Quelqu'un nous a agressé verbalement dans la rue en ces termes. : "L'Indépendant ! tu te prends pour qui ? [...] C'est toi qui constitues le blocage dans cette affaire [du chauffeur assassiné de François Compaoré, David Ouedraogo]. On va te montrer que tu n'es rien ! Tu verras, tu verras !..." [...] Compaoré François et compagnie [pourraient] confier au temps le soin d'effacer de la mémoire collective des Burkinabè le souvenir de ce meurtre. [...] Si cette stratégie est arrêtée, il est évident qu'il y a d'autres mesures à prendre, notamment celle de faire taire L'Indépendant. Nous parions que cette solution est à l'étude. [...] Il ne leur reste qu'à éteindre la voix de L'Indépendant. [...] Supposons aujourd'hui que L'Indépendant arrête définitivement de paraître pour une raison ou une autre (la mort de son directeur, son emprisonnement, l'interdiction définitive de paraître, etc.). Nous demeurons convaincu que le problème de David restera posé, et que tôt ou tard, il faudra le résoudre. [...] Si la mort effaçait les choses du genre aussi facilement, la mort de David aurait réglé le problème pour lequel il est mort. [...] Nous avons peur de la Justice et de l'Honnêteté. Nous avons peur des hommes qui marchent sur la voie de l'humaine dignité. [...] Pour le reste ? Nous n'y pensons même pas. Nous n'avons pas le temps d'y penser. Alors, faites comme bon vous semble, messieurs ! ».*

On ne peut comprendre l'immense émotion, puis l'extraordinaire mobilisation qui va naître de l'assassinat du journaliste si l'on ne mesure pas la place qu'il avait prise dans le pays. Il ne faisait pas que de l'investigation. Son métier était devenu comme le support d'une quête de dignité, pour lui-même et ses semblables. Ses

⁴³ *L'Indépendant*, 08/12/1998.

éditoriaux touchaient autant, sinon plus que ses enquêtes. Le dernier, Injurieuse parenté, est paru deux jours après sa mort. Il commente un courrier dont j'ai parlé plus haut ⁴⁴, de Robert Bourgi à Omar Bongo ⁴⁵: « *Papa...*, c'est ainsi que le juge français [en fait, l'avocat Robert Bourgi] appelle naturellement Bongo, candidat-président-à-vie du Gabon. Le fils a sans doute reçu des bonbons au chocolat de son père [...]. On n'est pas un papa pour rien, il y a un prix à payer. Parfois on se demande s'il faut en rire ou en pleurer en pensant à ces "relations familiales" entre les Africains d'Afrique et les Français d'Afrique vivant en France et vice-versa. [...] Bongo, papa ! [...] Ce qui fait mal dans cette flagornerie, c'est son caractère méprisant. Oui, il y a un relent de racisme dans la sublimation des chefs d'État africains. [...] Dieu seul sait ce qu'on dit de nos rois à l'Élysée ou à Matignon en leur absence. Mais ils n'en ont cure, pourvu qu'on les flatte avec des mots et des décorations, comme les esclavagistes ont donné des morceaux de miroirs pour avoir des nègres. [...] Il appartient aux Africains de se débarrasser des papas des Français qui nous dirigent. Il y a des parentés qu'il vaut mieux ne jamais avoir. Elles insultent la conscience. Quelles injurieuses parentés ! ».

Un désenvoûtement de la Françafrique... Quatre ans plus tôt, Norbert Zongo, déjà menacé, écrivait une sorte de testament d'une extraordinaire limpidité - qui dit précisément le rôle "métropolitique" de la société civile : « *Une seule chose est à retenir dans mon attitude: j'aime mon pays [...]. Je souhaite le voir prospérer et être une terre où il fera bon vivre pour les générations futures. Je n'ai jamais eu d'ambitions politiques. L'amour que j'ai pour mon pays et pour l'Afrique commande que je ne me taise jamais sur tout ce qui touche à leur destin et leur devenir [...]. Dans l'histoire des peuples, il y a eu tout le temps des responsables qui pouvaient donner et qui donnaient la mort en levant le petit doigt. Mais ils ont été dénoncés, combattus... et les peuples ont toujours triomphé. [...] Nous disons à nos lecteurs que nous nous sentons en danger. [...] Pourquoi continue-t-on à laisser paraître L'Indépendant ? Nous pensons à ceci : le pouvoir a besoin de démontrer la véracité du processus démocratique dans notre pays ⁴⁶.* ».

Ainsi Norbert Zongo s'emparait-il du double langage du pouvoir - l'hommage du vice à la vertu - pour faire avancer la démocratie. Contre le vœu du régime, seulement intéressé par une façade. Souvent, les citoyens se désespèrent de ce que le pouvoir "récupère" leurs attentes. Là, Zongo récupère le discours de récupération. Son journal *L'Indépendant* avait « *le soutien indéfectible des étudiants et des intellectuels, mais aussi des paysans souvent écrasés par l'arrogance d'une administration zélée* ». « *Pour la première fois, on verra la mort d'un journaliste africain provoquer la réprobation à une très grande échelle ⁴⁷.* ».

⁴⁴ P. xxx.

⁴⁵ *L'Indépendant* du 15/12/1998.

⁴⁶ *L'Indépendant* du 02/06/1994, d'après OPJI, op. cit., p. 24-25.

⁴⁷ OPJI, op. cit., p. 17 et 18.

Dès le lendemain de la mort de Zongo, les étudiants s'enflamment. Un bus du parti présidentiel est saccagé. L'Université est fermée. Le surlendemain, les troubles gagnent Koudougou, troisième ville du pays. La marée contestataire s'enfle, s'étend, traverse les catégories sociales. Un an plus tard, elle n'était toujours pas redescendue, comme en témoignent les manifestations anniversaires, le 13 décembre 1999. Un mot d'ordre résume le sentiment général : « Trop, c'est trop ». Comme si tout ce qu'avait dénoncé Zongo nourrissait la foule d'un même refus, « Assez de crimes et de pillage ! », et d'une même revendication : la dignité dans un État de droit.

Je reviendrai au chapitre suivant sur ce mouvement populaire. Ce n'est pas un hasard s'il s'est déclenché au Burkina. Le souvenir y demeure vif d'un dirigeant assassiné, qui malgré ses erreurs ne s'est jamais départi d'un discours de dignité. Or la plupart des assassins présumés de Zongo ont participé à l'élimination de Sankara. Son tombeau, Blaise Compaoré, continue d'héberger la même bande de comparses au Conseil de l'Entente, là même où fut mitraillé son prédécesseur. « Trop, c'est trop » signifie aussi le dégoût de la récidive.

Un étudiant confie : « *Il parlait pour nous, il était notre voix à tous et c'est comme si on nous avait tous fait taire* ⁴⁸ ». C'est pourquoi ils ne se taisent pas. Dans les tracts diffusés après la mort du journaliste, on pouvait lire : « *Norbert Zongo est mort mais il y aura toujours d'autres Norbert, comme il y aura aussi d'autres Thomas Sankara* ⁴⁹ ». Z. titrait un film célèbre se déroulant en Grèce : Zoé, la vie. Norbert Zongo a comme ressuscité le Burkina Faso - le « pays des hommes intègres ».

⁴⁸ Cité par Colette Braeckman, « *Le peuple du Burkina est debout pour la justice* », in *Le Soir* du 22/12/1999.

⁴⁹ *Les étudiants décrètent 72 heures de deuil !*, in *L'Observateur* (Ouagadougou), 16/12/1998.

Cette brochure présente un certain nombre d'informations méconnues sur la situation politique au Burkina Faso, et questionne la pertinence et les limites d'une coopération décentralisée entre Grenoble et Ouagadougou.

